



BASS, CC66, CC51...

En grève et dans la rue !

Jeudi 9 avril 2015



CGT, FO et Solidaires-SUD rejoints depuis par la FSU appellent à une journée de grève nationale interprofessionnelle et de manifestations, le jeudi 9 avril. Public/Privé, c'est ensemble que doivent s'exprimer le refus de l'austérité, de la casse des services publics et des missions de services publics.

Les raisons de cette journée ? Crier, chanter, danser notre refus de l'austérité, de la casse (lente mais sûre et malicieuse) des services publics, de la dégradation des conditions de travail.

Comment cela se décline ? Par un abaissement du niveau de salaire et une augmentation de l'insécurité économique des professionnel-les, par une difficulté, voir une impossibilité de mener à bien un travail éducatif, thérapeutique et de soin digne de ce nom auprès des personnes que nous accompagnons le temps d'un espace de vie, par des coups de rabots sur certains droits ou avantages prévus par le code du travail (merci la loi Macron !), par les conventions collectives (la CC66 va être en mouvement), par les statuts de la fonction publique (quid des primes pour les contractuels dans la FPH ?)...

Alors, on nous dit sans cesse qu'il n'y a pas moyen de faire autrement, que c'est la réalité économique, qu'il n'y a pas l'argent dans les caisses, de l'association ou de l'hôpital, de l'ARS, du gouvernement, de la BCE, et chacun se défousse sur celui du dessus !... Mais cette réalité, qui, de la bouche de nos dirigeants (petits et grands) est incontournable, vient tranquillement fouler des pieds les droits des salarié-es et professionnel-les ! Et cela, nous ne pouvons l'accepter, ni pour nous, ni pour la population dans son ensemble ! **Car nous savons que cela dépend de choix POLITIQUES !**

Alors, pour se faire entendre, il faut se préparer, s'investir, s'engager, construire nos discours pour contrer et mettre à mal le discours dominant, se former pour connaître les ficelles qu'on peut tirer et les droits qu'il nous reste, s'informer et informer pour diffuser le savoir, les connaissances, les réflexions et puis se faire entendre socialement et collectivement. C'est le pourquoi de cette journée de grève et de manifestation : se faire entendre, donner de l'importance à notre réel, faire contre poids, faire émerger un autre possible !

Les capitalistes ne servent à rien !

L'urgence est d'en finir avec les cadeaux aux patronats et aux actionnaires. Il faut une autre politique pour enrayer la détérioration des conditions de travail et de vie des salarié-e-s de ce pays. Ensemble, il faut exiger un autre partage des richesses, le partage du travail ainsi que des salaires décents pour toutes et tous...

L'an dernier, les 40 entreprises françaises les mieux cotées à la Bourse (le CAC 40) ont versé 56 milliards à leurs actionnaires. Uniquement pour ces 40 entreprises là, une poignée de personnes s'est réparti 56 milliards, quand on nous affirme que le chômage est inéluctable, qu'il faut travailler plus pour gagner moins, que les minima sociaux, les pensions de retraite, le SMIC et nos salaires ne peuvent être augmentés.

Avec le pacte de responsabilité, le gouvernement Valls multiplie les cadeaux fiscaux et les exonérations de cotisations sociales aux entreprises et cela sans contreparties.

Le sanitaire et le social sont au bord du gouffre !

Dans le secteur sanitaire, médico-social et social privé, comme dans le secteur public, cela se traduit par des financements publics de plus en plus contraints. Toujours moins d'argent dans les caisses de l'Etat, des Collectivités Territoriales et de la Sécurité Sociale.

Les politiques d'austérité menées par les gouvernements en France comme en Europe se traduisent par :

- des salaires bloqués, parfois baissés,
- des attaques sur le code du travail, les Conventions Collectives et les statuts qui se multiplient,
- des conditions de travail qui se dégradent sans cesse,
- des emplois déqualifiés et précaires qui deviennent la norme,
- le travail éducatif et social comme le travail de soin ne sont plus reconnus...



LES CONTREPARTIES
DU PACTE DE RESPONSABILITÉ
SE LES SENS PAS TROP...
LE MEDEF
A VOTE POUR,
A MAIN LEVÉE...



Il faut stopper ce processus continu de dégradation de la qualité des activités sanitaires et sociales. Le soin, le social ne sont pas à vendre !

Face aux difficultés croissantes que rencontre la population, (paupérisation et pauvreté), les besoins croissants en matière sanitaire et sociale ne peuvent être l'objet de la loi des marchés...

Un tous ensemble nécessaire !

Il est essentiel aussi de travailler à la convergence de celles et ceux qui luttent tous les jours dans le sanitaire comme dans le social, dans le public comme dans le privé. Seuls on ne peut rien, ensemble : tout est possible !

Dans la BASS, la Fédération SUD Santé Sociaux s'engage clairement pour cette journée de grève et de manifestations, et appelle dans l'unité la plus large syndiqué-e-s et non syndiqué-e-s à se prononcer pour :

- *Augmentation générale des salaires, 300 € tout de suite et un SMIC à 1700 €*
- *Des embauches en CDI*
- *Défense des acquis conventionnels, pour une convention collective unique de haut niveau*
- *Défense de la protection sociale et de son financement*
- *Défense des moyens de la formation professionnelle continue*
- *Défense des métiers et des qualifications*
- *Arrêt des restructurations*
- *L'abrogation de la loi 2002-2 et de la loi HPST*

JEUDI 9 AVRIL
RDV À 14H30 À LA PREFECTURE
DE VALENCE

